

Nage libre

Architecte

Paul Steinbrück est un architecte basé à Bruxelles. Il est co-fondateur de POOL IS COOL, un groupe d'experts citoyens militant pour réhabiliter la natation publique en plein air dans la capitale européenne.

176 p.16

CRITIQUE

Septembre 2020

L'humanité a toujours nagé. Les peintures murales primitives en font la représentation, les Grecs et les Romains nageaient excessivement, la nage a été oubliée au Moyen Âge mais elle connaît un renouveau à la Renaissance. Les Romains ont été les derniers grands constructeurs de bains et de thermes. Plus tard les gens nageaient simplement dans les étendues d'eaux des territoires qu'ils habitaient, partout, donc aussi en ville. Dans les rivières, les étangs, les canaux et les ports.

La nage a toujours comporté des risques. Les eaux tumultueuses et les accidents sur les voies navigables sont des causes récurrentes de noyades. L'industrialisation et la pollution qui l'accompagne sont devenues des menaces supplémentaires. La baignade urbaine, bien que reconnue comme une activité saine, a fini par être institutionnalisée et reléguée dans des lieux sûrs dédiés aux loisirs. À partir de ce moment, la baignade urbaine dans les eaux sauvages a connu un déclin rapide dans de nombreux pays, dont la Belgique et la France.

Les autorités, responsables des eaux urbaines, craignant les accidents et leurs conséquences, ont complètement interdit la baignade sauvage. Le rôle de l'eau urbaine est devenu presque exclusivement logistique. Puis avec le déclin des industries urbaines, l'eau est perçue comme un élément du paysage, un décor à vivre depuis les rives. Les habitants se baignant dans les établissements prévus à cet effet, le nombre d'accident a drastiquement diminué. La disparition des eaux urbaines comme lieux de baignade a alors été inconsciemment considérée comme un fait acceptable.

Mais il n'y a pas si longtemps, trois évolutions se sont produites en même temps et indépendamment l'une de l'autre. Premièrement, les moyens financiers des villes et des communes ont été mis sous pression, ce qui a entraîné la fermeture de nombreux lieux publics de baignade. Deuxièmement, la qualité des eaux urbaines et naturelles s'est améliorée en raison des législations plus strictes et du déclin des industries. Les anciennes zones industrielles se sont transformées en de nouveaux espaces publics au

bord de l'eau. Troisièmement, le changement climatique est devenu une réalité tangible avec des étés de plus en plus chauds et des vagues de chaleur qui durent des semaines.

Aujourd'hui, les citoyens urbains souffrent de l'absence d'espaces de baignade en plein air en été, alors qu'il existe des eaux accessibles dans les villes où la baignade y est interdite. La crise de la Covid-19 a mis ce problème en lumière, la capacité limitée des quelques lieux publics de baignade restés ouverts a incité les usagers à ne plus les fréquenter. Les moins chanceux qui n'ont pas les moyens de voyager en souffrent le plus, notamment les familles nombreuses. Il est temps que les gens puissent à nouveau profiter des eaux urbaines existantes pour se rafraîchir et se baigner !

Si l'on regarde l'époque où la baignade dans les eaux sauvages s'est vue progressivement interdire dans de nombreux pays, on constate que certains pays n'ont pas suivi cette voie, comme par exemple les pays scandinaves, l'Allemagne et l'Autriche, ou la Suisse qui est peut-être l'exemple le plus pertinent. Jusqu'à aujourd'hui, il est possible de nager presque partout en Suisse. Cela inclut même le Rhin, un fleuve au débit rapide, à Bâle, où les nageurs partagent l'eau avec les barges fluviales et les ferries.

En Suisse aussi, les accidents mortels dus à la baignade ont été nombreux au début du XX^e siècle. Mais au lieu d'interdire purement et simplement la baignade, la manière suisse d'aborder la situation est basée sur la responsabilité personnelle en combinaison avec l'éducation et l'information des publics. Les Suisses sont censés savoir que nager implique un risque, et c'est à eux de juger s'ils souhaitent prendre ce risque ou s'ils préfèrent les piscines. Mais il n'est possible de juger des risques qu'à la condition que les nageurs connaissent leurs capacités et les défis qu'ils pourraient avoir à relever. Dans le cas de la baignade, il faut avant tout éduquer: chacun doit apprendre à nager et être informé des risques inhérents de la baignade tels que les chocs thermiques ou les dangers liés à la nage et aux plongeurs dans des eaux inconnues. Aussi, les autorités ont le devoir de partager l'information avec les

citoyens sur les conditions que les nageurs pourraient rencontrer, comme la qualité de l'eau, les endroits où l'on peut y accéder en toute sécurité et les zones dangereuses comme le chenal des navires ou les infrastructures telles que les centrales électriques. Cette connaissance des risques et ces informations précises sur les cours d'eau, ainsi qu'une bonne connaissance de son niveau sont les conditions sine qua non pour que les citoyens puissent juger par eux-mêmes s'ils osent ou pas faire une plongée rafraîchissante en eaux sauvages.

Aujourd'hui, des accidents se produisent encore, mais il existe un consensus social selon lequel les risques ne peuvent jamais être complètement éliminés et doivent être acceptés. Il est important de ne pas considérer la baignade urbaine avant tout comme une menace mais comme une qualité indéniable qui vaut la peine de repenser les conventions de responsabilités et les rôles des acteurs sociaux. Plutôt que de camper sur une attitude de protecteurs attentifs et responsables de «leurs citoyens» tout en étant incapables de fournir des équipements publics adéquats, les autorités devraient plutôt se transformer en facilitateurs à même d'accompagner ouvertement les citoyens dans leur expérience de la nage urbaine. Les personnes informées correctement deviennent des personnes raisonnables.

Cette information publique peut avoir des effets pervers pour les autorités. Elle crée davantage d'opportunités de baignades, mais révèle aussi des lacunes dans la gestion des eaux, notamment leur mauvaise qualité et des sources de pollution. Il faut une société mature pour transformer cette ouverture et cette transparence en bénéfices publics directs, ou en initiative citoyenne.

Les autorités devraient prendre le risque d'une plus grande ouverture et de la réévaluation des rôles et des responsabilités, et ce bien au-delà de la baignade dans les eaux urbaines. Le plaisir unique de nager dans une ville, comme on peut le vivre par exemple à Bâle, Genève, Vienne, Berlin ou Copenhague, est la meilleure motivation pour un changement! ●